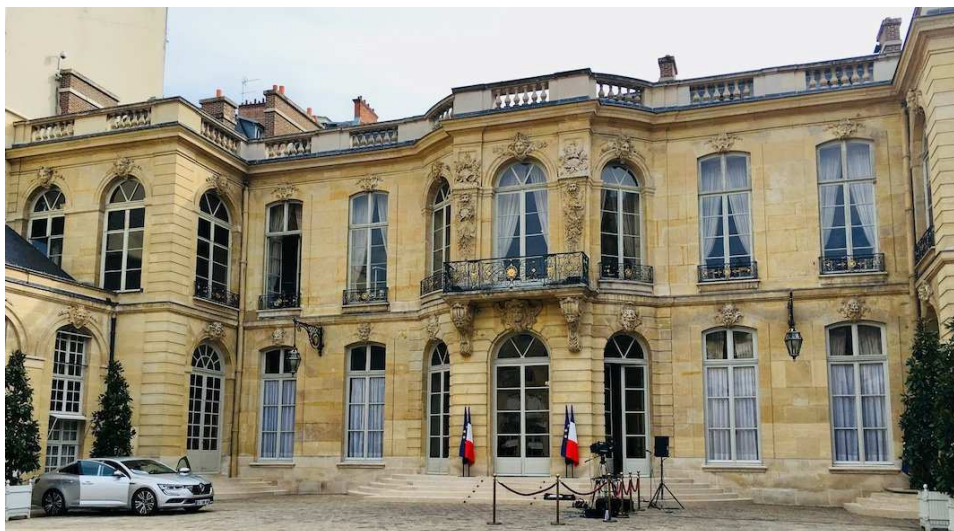


Face à la montée des contaminations à l'école, une large intersyndicale enseignante enjoint Jean Castex

Erwin Canard

6-8 minutes

Alors que le nombre d'élèves et d'enseignants positifs au Covid a encore augmenté depuis la semaine dernière, une large intersyndicale enseignante demande au Premier ministre, dans un courrier envoyé le 10 décembre 2021, "de prendre en urgence toutes les mesures nécessaires pour endiguer l'épidémie au sein des écoles, garantir la santé des élèves, des personnels et des familles". Elle estime que les mesures en vigueur "sont trop faibles au regard de la contamination installée" et souligne que la "gestion quotidienne des cas positifs dans les écoles devient extrêmement compliquée".



Les mesures en vigueur sont jugées "trop faibles" par les syndicats pour lutter contre l'épidémie à l'école.

Entre le 19 novembre 2021, soit les premières remontées de contaminations au Covid après la rentrée des vacances de la Toussaint ([lire sur AEF info](#)), et le 10 décembre ([lire sur AEF info](#)), le nombre d'élèves positifs au Covid a augmenté de 342 % (passant de 10 962 à 48 494) et celui des personnels de 247 % (de

776 à 2 693).

Pour tenter de contrecarrer cette montée en flèche, qui concerne, chez les enfants, essentiellement les élèves de 3 à 10 ans, le protocole sanitaire dans le premier degré est passé au niveau 3 ([lire sur AEF info](#)). Aussi, le dépistage systématique des élèves d'une classe lorsqu'un élève est positif a été généralisé ([lire sur AEF info](#)).

Malgré cela, le nombre d'enfants positifs au Covid augmente encore, et fortement. Sur [Twitter](#), l'épidémiologiste Dominique Costagliola, s'appuyant sur les données de Santé publique France, explique ainsi que "le taux d'incidence important chez les enfants de 6-10 ans n'est pas seulement dû au fort taux de dépistage" puisque le taux de positivité est "notable" (19 %).

"Des mesures trop faibles"

Dans un [courrier](#) transmis au Premier ministre Jean Castex le 10 décembre, une large intersyndicale enseignante du premier degré ([Snuipp-FSU](#), [SE-Unsa](#), [Sgen-CFDT](#), [CGT éducation](#), [Snalc](#), [SUD](#), [SNE](#)) estime que le protocole et ses "mesures sont trop faibles au regard de la contamination installée". Elle dénonce également le fait que la "gestion quotidienne des cas positifs dans les écoles devient extrêmement compliquée, voire impossible, pour les équipes pédagogiques", qui doivent faire face notamment à "des parents d'élèves qui ne trouvent pas de créneau pour faire un test, à des délais très longs des laboratoires". En outre, "les enseignants se retrouvent dans l'impossibilité d'assurer simultanément l'enseignement en présentiel et en distanciel".

Par conséquent, les syndicats demandent "solennellement de prendre en urgence toutes les mesures nécessaires pour endiguer l'épidémie au sein des écoles, garantir la santé des élèves, des personnels et des familles, et installer des modalités de gestion de la situation qui permettent à l'école et à ses personnels de tenir". Plus largement, ils réitèrent leur revendication d'un "plan d'investissement exceptionnel dans les écoles" ([lire sur AEF info](#)) pour faire en sorte que, "sur un temps plus long, les mêmes causes ne produisent pas les mêmes effets". Et de demander par exemple "d'améliorer l'aération mécanique des locaux scolaires et de doter les écoles en personnels statutaires suffisants, enseignants et non enseignants, pour abaisser les effectifs et pourvoir aux

remplacements".

"De plus en plus de difficultés avec des remplacements"

Contactée par AEF info, Guislaine David assure en effet qu'il y a "de plus en plus de difficultés avec des remplacements non assurés". À la hausse du nombre d'enseignants atteints par le Covid s'ajoutent "les autres absences dues aux congés maternité, aux autres maladies, au fait que les enseignants parents soient eux-mêmes concernés par les classes fermées", précise la secrétaire générale du Snuipp-FSU. Le Covid rend la période encore "plus tendue alors qu'elle l'est déjà toujours à cette période de l'année", rappelle Guislaine David.

Si la décision du MEN de ne plus fermer systématiquement la classe pendant 7 jours en cas de Covid limite le nombre de ces fermetures, celles-ci restent nombreuses : 3 200 le 9 décembre. La tendance pourrait se poursuivre, si les contaminations continuent d'augmenter. Outre le fait que les classes doivent fermer dès 3 cas, la [FAQ Covid](#) du MEN, mise à jour le 8 décembre, souligne que "les élèves ne peuvent pas être répartis dans les autres classes", alors que cela était possible au niveau 2 du protocole. Ainsi, lorsqu'un enseignant est malade, sa classe doit forcément fermer s'il n'est pas remplacé.

La piscine, un "nid à contaminations"

Guislaine David s'indigne en outre d'un autre point de la FAQ : "La piscine, c'est aberrant. Les activités sont maintenues alors qu'on sait que les élèves enlèvent leur masque dans les vestiaires avec une proximité énorme, qu'ils se sautent dessus dans l'eau, s'agrippent... C'est un nid à contaminations et on ne comprend pas cette décision alors qu'on suspendait ces activités à des périodes où il y avait moins de cas".

La représentante du Snuipp-FSU craint alors une "dernière semaine très difficile" ainsi que la rentrée des vacances de Noël, "après 15 jours d'échanges dans les familles. Cela risque d'être compliqué".

capteurs de co2 : l'amf réclame une répartition équitable de l'aide

L'annonce par le ministre de l'Éducation nationale d'une

participation de 20 millions d'euros aux achats de capteurs CO2 par les communes, au profit des locaux scolaires ([lire sur AEF info](#)), "répond à une demande formulée de longue date par l'AMF" ([lire sur AEF info](#)), souligne l'association dans un communiqué le 9 décembre.

Mais "pour que la mesure soit pleinement efficace", les maires demandent que "toutes les académies relaient effectivement les modalités de compensation de ces achats auprès des élus locaux et que le ministère envisage une participation financière supplémentaire à hauteur des besoins sur tout le territoire". L'AMF souhaite aussi que le délai de dépôt des demandes de participation financière soit "étendu au-delà du terme prévu au 31 décembre 2021".

Face à la reprise épidémique, l'AMF rappelle "l'importance d'une bonne association des élus aux décisions prises en urgence par l'Éducation nationale, assorties de délais d'application raisonnables" et réitère sa demande d'une "prise en compte des surcoûts générés par ce niveau de protocole". L'AMF souligne "l'importance d'un renforcement d'un dépistage systématique des enfants d'âge primaire et de l'isolement des élèves positifs pour éviter les fermetures systématiques de classe et lutter contre l'accroissement de la fracture éducative".